

aussi bien que possible cet épineux problème. Ce règlement a prévu la création d'une commission, dite tripartite, qui est chargée de donner des préavis motivés au Conseil d'Etat pour l'octroi et la répartition des nouvelles forces de travail étrangères. L'originalité réside dans sa composition. En effet, elle est formée de la façon suivante: 4 représentants des départements cantonaux intéressés et 14 représentants des milieux professionnels et économiques intéressés (employeurs et salariés), choisis au sein de la commission de surveillance du marché de l'emploi.

Il existe en plus une commission de la santé (qui s'occupe plus particulièrement des demandes d'octroi de personnel qualifié du secteur de la santé: médecins, personnel soignant diplômé) et une de l'enseignement (chargée de donner des préavis sur les demandes concernant le personnel qualifié de l'instruction: enseignants, éducateurs, jardinières d'enfants, chercheurs, des établissements d'enseignement publics et privés).

Ces commissions, toutes tripartites, fonctionnent depuis plusieurs années et donnent satisfaction aussi bien aux employeurs qu'aux syndicats.

Face à une situation confuse et sans vouloir pour autant imposer le modèle genevois aux autres cantons, je demande néanmoins au Conseil fédéral d'examiner dans quelle mesure il pourrait introduire des précisions dans son ordonnance afin, qu'en associant aux autorités des représentants des employeurs et des syndicats, la répartition et l'attribution de la main-d'oeuvre étrangère dans notre pays soit mieux réglementée.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 2. Dezember 1985

Rapport écrit du Conseil fédéral du 2 décembre 1985

L'article 6, 1er alinéa de l'ordonnance du 26 octobre 1983 (RS 823.21) limitant le nombre des étrangers qui exercent une activité lucrative autorise les cantons à édicter des prescriptions sur la procédure à suivre en matière d'octroi d'autorisations de séjour et, notamment, à constituer des commissions d'experts appelées à se prononcer du point de vue économique sur les demandes de nouvelles autorisations de séjour.

La plupart des cantons ont constitué des commissions pour collaborer à l'application des mesures fixées dans la réglementation de la main-d'oeuvre étrangère, mais leurs tâches sont fort diverses. Certaines n'exercent qu'une activité-conseil, d'autres peuvent faire des propositions ou ont un pouvoir décisionnel sur les demandes qui leur sont soumises. Dans l'ensemble, ces commissions sont instituées par les Conseils d'Etat.

La réglementation actuelle a fait ses preuves. Concrètement, on ne saurait envisager une solution uniforme du problème, de nombreux cantons y seraient opposés. Les conditions divergent par trop d'un canton à l'autre. Il ne serait guère possible et guère judicieux non plus, pour un canton agricole disposant d'un petit pourcentage d'étrangers et d'un nombre limité de nouvelles autorisations d'entrées, de constituer un appareil exécutif tel qu'il existe à Genève et qui est cité en exemple par la motionnaire. Les autorités cantonales du marché du travail sont, même sans commission d'experts, très souvent en mesure de garantir elles-mêmes une pratique objective en matière d'octroi d'autorisations, en tenant compte dans une même mesure aussi bien des intérêts des employeurs que de ceux des travailleurs. Par ailleurs, certains cantons ont créé des commissions parce que leur situation est complexe et que l'occupation des travailleurs étrangers pose un ensemble de problèmes qu'il n'est pas facile de résoudre.

Il est également question, dans cette motion, d'envisager des mesures visant à uniformiser les dispositions cantonales qui déterminent la pratique en matière d'attribution d'unités de main-d'oeuvre étrangère. Cette question s'est déjà posée à plusieurs reprises et continuera de se poser à l'avenir en raison des changements constants dans la société, l'économie et le marché du travail ainsi qu'en fonction de l'évolution de l'occupation de travailleurs étrangers.

Prochainement, lors des révisions périodiques de la réglementation de la main-d'oeuvre étrangère, il est possible que le Conseil fédéral envisage de compléter ou de modifier les prescriptions relatives à l'attribution par les cantons d'unités de main-d'oeuvre étrangère. C'est la raison pour laquelle il est disposé à accepter la motion sous la forme moins contraignante d'un postulat.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

85.597

Motion der sozialdemokratischen Fraktion Elektrizitätswirtschaftsgesetz

Motion du groupe socialiste Loi sur l'économie électrique

Wortlaut der Motion vom 3. Oktober 1985

Der Bundesrat wird eingeladen, ein Gesetz zur wirtschaftlichen und sparsamen Elektrizitätsverwendung vorzulegen. Das Gesetz soll insbesondere auch Massnahmen zur sparfördernden Ausgestaltung der Strompreise, zur Förderung der Wärme-Kraft-Kopplung sowie die Deklarationspflicht für elektrische Geräte enthalten.

Texte de la motion du 3 octobre 1985

Le Conseil fédéral est chargé de présenter un projet de loi visant à assurer l'utilisation rationnelle et économe de l'électricité. La loi prévoira notamment des mesures concernant les tarifs d'électricité, qui devront encourager l'usage parcimonieux du courant, favorisant le couplage chaleur-force et rendant obligatoire la déclaration des appareils électriques.
 Sprecher – Porte-parole: Euler

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die Elektrizitätswirtschaft propagiert neuerdings für den Erdölersatz eine Strategie der «zweiten Elektrifizierung», die eine massive Steigerung des Elektrizitätsverbrauchs, vor allem im Wärmesektor, zur Folge haben wird. Die verfehlte Substitutionsstrategie erfordert neue elektrische Produktionseinheiten auf dem hydrologischen und nuklearen Sektor. Diese sind volkswirtschaftlich zu teuer (ein Strompreis von 15 Rp./kWh entspricht einem Erdölpreis von 150 Fr./100kg), aus Naturschutzgründen unerwünscht und gegen den breiten Widerstand der betroffenen Bevölkerung kaum realisierbar. Ein Elektrizitätswirtschaftsgesetz, das die vorhandene elektrische Energie rationellerer und sparsamerer Nutzung zuführt, verhindert auf billigere und schmerzlosere Art unerwünschte Auseinandersetzungen bei der Durchsetzung von elektrischen Produktionsanlagen.

Dieses Gesetz sollte insbesondere Grundsätze über Stromtarife aufstellen, welche die heutigen und künftigen Grenzkosten der Elektrizität berücksichtigen (z.B. Verteuerung der Winter- zugunsten der Sommertarife), eine echte Förderung des grossen Wärme-Kraft-Kopplungs-Potentials durch finanzielle Massnahmen und durch angemessene Preisübernahmepflicht des Stroms ins öffentliche Netz vorsehen sowie zur Sparbewusstseinsbildung des Konsumenten eine umfassende Deklarationspflicht für elektrische Geräte einführen.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 27. November 1985

Rapport écrit du Conseil fédéral du 27 novembre 1985

Der Bericht der Eidg. Energiekommission «Massnahmen für

eine rationelle Elektrizitätsverwendung (Elektrizitätswirtschaftsgesetz)» vom Mai 1985 enthält einen Ueberblick über die möglichen Massnahmen im Elektrizitätsbereich und ihre Realisierung sowie die wichtigsten Argumente, welche für und gegen ein Elektrizitätswirtschaftsgesetz sprechen. Der Bundesrat hat am 3. Juli 1985 von diesem Bericht Kenntnis genommen und das EVED beauftragt, einen Antrag über das weitere Vorgehen vorzubereiten.

Diese Arbeiten sind im Gang. Der Bundesrat wird auf Grund aller Unterlagen und Gesichtspunkte entscheiden, ob eine Vorlage für ein Elektrizitätswirtschaftsgesetz zuhanden der eidgenössischen Räte ausgearbeitet werden soll.

Dem Nationalrat wurden bereits früher Motionen im Sinne des vorliegenden Vorstosses unterbreitet. Die Motionen Petitpierre (10.3.80; Gesetz über Stromlieferung) und Wick (5.3.84; Elektrizitätsanwendung und Wärme-Kraft-Kopplung) wurden am 22. September 1980 bzw. am 19. September 1985 als Postulate überwiesen.

Der Bundesrat ist bereit, auch den vorliegenden Vorstoss als Prüfungsauftrag entgegenzunehmen.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

Präsident: Die Motion der freisinnig-demokratischen Fraktion betreffend Gewährleistung der Regierungstätigkeit wird heute nicht behandelt, weil der Vorstoss im Ständerat als Motion überwiesen worden ist. Damit geht er automatisch an eine Kommission des Nationalrates.

Die übrigen persönlichen Vorstösse sind gemäss Antrag des Bundesrates angenommen.

85.554

Postulat Lanz Berufliche Vorsorge. Erhöhtes Invaliditätsrisiko Prévoyance professionnelle. Risque accru d'invalidité

Wortlaut des Postulates vom 18. September 1985

Der Bundesrat wird gebeten, einen Revisionsentwurf zum Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG) vorzulegen, der

– Artikel 56 Buchstabe a dahingehend ändert, dass der Sicherheitsfonds Zuschüsse an Vorsorgeeinrichtungen mit ungünstiger Risikostruktur bezüglich Alter und Invalidität (statt wie heute mit ungünstiger Altersstruktur allein) ausrichtet;

– Analog Artikel 58 BVG, der die ungünstige Altersstruktur erläutert, müsste neu ein Artikel 58bis formuliert werden, der die Zuschüsse bei erhöhtem Invaliditätsrisiko festlegt.

Texte du postulat du 18 septembre 1985

Le Conseil fédéral est prié de présenter un projet de révision de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle, vieillissement, survivants et invalidité, qui:

– modifie l'article 56, 1er alinéa, lettre a, de telle sorte que le fonds de garantie verse des subsides aux institutions de prévoyance dont la structure des risques de vieillesse et d'invalidité est défavorable, comme c'est le cas à l'heure actuelle;

– par analogie avec l'article 58 LPP, qui concerne les subsides pour structure d'âge défavorable, prévoit un nouvel

article 58bis prescrivant le versement de subsides en cas de risque accru d'invalidité.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-St. Gallen, Bäumlin, Bircher, Blunschy, Borel, Bratschi, Braunschweig, Bundi, Chopard, Christinat, Clivaz, Deneys, Dirren, Dünki, Eggenberg-Thun, Egli-Winterthur, Euler, Fankhauser, Fehr, Fischer-Sursee, Frei-Romanshorn, Friedli, Gloor, Grendelmeier, Günter, Hari, Hubacher, Iten, Jaeger, Jaggi, Jung, Keller, Kühne, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Longet, Maeder-Appenzell, Mauch, Meizoz, Meyer-Bern, Morf, Müller-Scharnachtal, Nauer, Neukomm, Oester, Ott, Pitteloud, Reimann, Renschler, Robbiani, Robert, Rohrer, Rubi, Ruch-Zuchwil, Ruffy, Schärli, Schmidhalter, Schnider-Luzern, Segmüller, Seiler, Stamm Judith, Stamm Walter, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber Monika, Weber-Arbon, Wick, Zehnder, Ziegler, Zwygart (72)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Während der Sicherheitsfonds des BVG unter bestimmten Voraussetzungen Beiträge an Pensionskassen mit ungünstiger Altersstruktur leistet und damit etwas zur Entlastung bei den hohen Sozialabgaben für ältere Arbeitnehmer tut, ist zur Abdeckung des erhöhten Invaliditätsrisikos der behinderten Arbeitnehmer noch nichts vorgesehen. Eine Gesetzesänderung in dieser Richtung ist jedoch im Interesse der Behinderten angezeigt. Es sollen dabei die Pensionskassen jener Arbeitgeber berücksichtigt werden, welche behinderte Arbeitnehmer anstellen – seien es Geburts- oder Frühbehinderte oder solche Menschen, die reaktiviert sind und unter Umständen noch eine Teilrente der EIV und eventuell einer Pensionskasse beziehen. Die Zuschüsse wären so zu bemessen, dass sie das erhöhte Invaliditätsrisiko abdecken, indem Arbeitgeber und Versicherte die gleiche Risikoprämie zu bezahlen haben, wie wenn es sich dabei nicht um Behinderte handeln würde. Um die administrativen Umtriebe möglichst gering zu halten, sollte der Sicherheitsfonds erst im Schadenfall eingeschaltet werden; d. h. die Pensionskasse müsste im Schadenfall dem Sicherheitsfonds das erhöhte Risiko melden, diesem dann den zu errechnenden Rentenwert samt Zins vergüten, während dann der Fonds anstelle der Kasse die Invaliditätsleistungen an den betroffenen erwerbsunfähigen Behinderten erbrächte. Ein Missbrauch wäre bei diesem Vorgehen nicht zu befürchten, da der Invaliditätsbegriff des BVG an jenen der EIV gekoppelt ist. Zur Finanzierung dieser neuen Aufgabe des Sicherheitsfonds könnte vorgesehen werden:

- der bei der Pensionskasse errechnete Rentenwert der erwerbsunfähig gewordenen Behinderten;
- die Prämien aller Vorsorgeeinrichtungen an den Sicherheitsfonds, analog Art. 59 BVG.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 9. Dezember 1985

Déclaration écrite du Conseil fédéral

du 9 décembre 1985

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

85.342

Postulat Braunschweig Umweltschutz und Aussenpolitik Protection de l'environnement et politique étrangère

Wortlaut des Postulates vom 8. Februar 1985

Der Bundesrat wird um einen umfassenden, rückblickenden und zukunftsgerichteten Bericht über alle Aspekte des

Motion der sozialdemokratischen Fraktion Elektrizitätswirtschaftsgesetz

Motion du groupe socialiste Loi sur l'économie électrique

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.597
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.12.1985 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2241-2242
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 969

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.